

## Observatoire 2026 — Influence économique des entreprises dirigées par les Femmes en France

### La France se prive de +221 milliards € chaque année

L'observatoire sur l'influence économique des entreprises dirigées par les femmes en France de la CPME révèle un **potentiel économique colossal** freiné par des **obstacles systémiques**.

 "Libérer le potentiel de l'entrepreneuriat féminin n'est pas une option, c'est un impératif économique. Ces 221 milliards ne sont pas une projection lointaine : c'est ce que nous perdons aujourd'hui, chaque année, faute d'avoir levé les freins qui empêchent les femmes de performer à hauteur de leur talent."

— Fariha Shah, VP CPME en charge de l'entrepreneuriat Femme & CEO Cominty AI



### SOCIÉTÉS

L'influence économique des sociétés dirigées par les femmes (Périmètre micro-PME-ETI)

**403 Md€**

L'ordre de grandeur du chiffre d'affaires annuel généré en 2023 — soit 12,45% du total Micro-PME-ETI

**1,3 M**

d'entreprises dirigées par des femmes — soit 26% du périmètre

**1,62 M**

d'emplois créés — soit 14% des emplois totaux

Source : Observatoire 2026 CPME - Influence économique des entreprises dirigées par les Femmes en France.

#### Sociétés dirigées par les femmes : Le paradoxe volume-valeur

Indicateur	Femmes
Part des entreprises	26%
Part du CA généré	12,45%
Part des emplois	14%

Source : Observatoire 2026 CPME - Influence économique des entreprises dirigées par les Femmes en France.

#### L'écart du CA : le véritable plafond de verre

Taille	CA moyen (Entreprises Femmes)	CA moyen (Toutes entreprises)	Écart à combler
Micro	90 k€	139 k€	-35%
PME	4,3 M€	6,3 M€	-32%
ETI	123,8 M€	203,5 M€	-39%

#### ↗ LE PARADOXE DE LA PERFORMANCE

Malgré un CA moyen plus faible, elles sont plus performantes : **+1,8 point de marge brute** en moyenne.

Source : Observatoire 2026 CPME - Influence économique des entreprises dirigées par les Femmes en France.



### INSIGHT CLÉ

#### Le véritable enjeu n'est pas la performance des entreprises dirigées par des femmes, mais leur passage à l'échelle.

Les données du rapport sont sans ambiguïté : les entreprises dirigées par des femmes ne sous-performent pas, elles restent structurellement sous-dimensionnées.

Elles représentent 26 % des entreprises, mais ne génèrent que 12,45 % du chiffre d'affaires.

À toutes tailles confondues, elles affichent pourtant une meilleure efficacité de gestion (**+1,8 point de marge brute**) et une rentabilité comparable à celle des entreprises dirigées par des hommes.

#### Conclusion analytique :

L'écart de chiffre d'affaires n'est ni un déficit de compétence ni de performance opérationnelle, mais un **plafond de verre économique**, lié aux trajectoires de croissance : concentration sectorielle moins capitaliste, accès plus contraint au financement et dispositifs historiquement orientés vers la création plutôt que vers la montée en puissance.

**Autrement dit : le problème n'est pas d'entreprendre, mais de grandir.**

### LE GISEMENT DE CROISSANCE CACHÉ DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le rapport chiffre pour la première fois le potentiel économique colossal qui serait libéré si les entreprises dirigées par les femmes auraient des opportunités de développement égales à celles des hommes (accès au marché, financement, secteur d'activité...).

#### → LE POTENTIEL RÉALISTE

**+221 Md€**

de chiffres d'affaires annuel additionnel si les entreprises dirigées par les femmes atteignaient le chiffre d'affaires moyen de leur catégorie.

#### → L'AMBITION ULTIME : LA PARITÉ

**+1 215 Md€**

de chiffres d'affaires annuel additionnel si les entreprises dirigées par les femmes réalisaient la moitié du chiffre d'affaires total des catégories Micro, PME et ETI.

Source : Observatoire 2026 CPME - Influence économique des entreprises dirigées par les Femmes en France.

## LES 4 FREINS MAJEURS IDENTIFIÉS PAR LES FEMMES DIRIGEANTES D'ENTREPRISE EN FRANCE

Une comparaison européenne qui révèle des obstacles spécifiques à la France.

**+13 pts**

### Le mur du financement

52% jugent l'accès au financement difficile (+13 pts vs. moyenne UE). C'est le frein n°1 perçu en France.

**+9 pts**

### Le labyrinthe des aides publiques

49% peinent à s'orienter dans les dispositifs d'aide, un paradoxe français (+9 pts vs. moyenne UE).

**+10 pts**

### Le fardeau administratif

47% subissent la complexité administrative comme un frein majeur (+10 pts vs. moyenne UE).

**+8 pts**

### Le double fardeau pro/perso

53% citent la pression de l'équilibre vie pro/perso comme un obstacle majeur (+8 pts vs. moyenne UE).

Source : Frontier Economics, "Female Entrepreneurs: Europe's Untapped Competitive Edge", 2024.



**ALERTE FINANCEMENT**

### Le mur du financement

Les entreprises dirigées par des femmes font face à des obstacles systémiques d'accès au financement, qu'il soit bancaire ou en capital-risque.



#### 1. Freins au financement bancaire

Indicateur	Écart F vs H
Montant crédit TPE	-25%
Montant crédit PME	-7%
Taux de refus de crédit	2x plus
Recours au crédit	-19,5%

Source : FBF - Accès au financement des femmes entrepreneures, juillet 2025 - (1) BPI France Données Genées 2025



## 2. Freins au capital-risque

**12 %**

C'est la part du financement en capital-risque captée par les équipes avec au moins une fondatrice en France  
Alors qu'elles représentent 20 % des fondatrices de start-up.

**90 %**

des Business Angels sont des hommes

**75 %**

des professionnels du capital-investissement sont des hommes

Un écosystème homogène finance ce qui lui ressemble.

### Répartition des fonds levés (France 2022-2023)

Type d'équipe	Part des fonds
Équipes masculines	88%
Équipes mixtes	11%
Équipes féminines	1%

Source : BCG/SISTA 2023

### Ticket moyen levé

Type d'équipe	Montant
Équipe 100% masculine	17 M€
Équipe 100% féminine	4 M€

Source : PitchBook European VC Report 2023

#### ⚠️ Les freins spécifiques au capital-risque

##### Frein n°1 — L'accès au capital

En France, les équipes 100% féminines n'accèdent qu'à 1% du capital total levé, contre 88% pour les équipes 100% masculines. C'est un fossé abyssal qui confine les projets féminins à une quasi-invisibilité financière.

##### Frein n°2 — La taille du chèque

Un chèque plus de 4x inférieur signifie moins de recrutements, moins de budget R&D, moins de budget marketing. Cela handicape structurellement la capacité des start-ups féminines à "scalier".



## LE PARADOXE DE LA PERFORMANCE

Moins financées, mais plus rentables.

Les start-up dirigées par des femmes génèrent

**+10 % de revenus supplémentaires sur 5 ans**

à capital investi comparable.

Source : Boston Consulting Group (BCG), "Why Women-Owned Startups Are a Better Bet", 2018

Sources : OCDE "Bridging the Finance Gap for Women Entrepreneurs" (2021-2022), BCG/SISTA 2023, PitchBook European VC Valuations Report 2023



## TRAVAILLEUSES INDÉPENDANTES

### 42% des effectifs, seulement 1/5 des revenus : un écart de -28% à -32% selon les secteurs

1,6 million de travailleuses indépendantes génèrent 34 Md€ de revenus — soit un tiers de la richesse produite par cette catégorie. À activité comparable, les écarts de revenus atteignent -28% à -32%.

Source : URSSAF Caisse nationale, Recueil statistique sexué 2025 (sur données 2023)

**1,6 M**

de travailleuses indépendantes sur tout le territoire

**34 Md€**

de revenus agrégés générés

**42%**

des effectifs indépendants

Source : URSSAF Caisse nationale, Recueil statistique sexué 2025 (sur données 2023)

### Secteurs clés (TI classiques)

Secteur	Part femmes
Santé	64%
Services aux personnes	58%
Commerce	42%
Informatique & Tech	12%

Source : URSSAF Caisse nationale, Recueil statistique sexué 2025 (sur données 2023)

## ⚠ Écarts de revenus femmes vs hommes par secteur

	Secteur	Revenu F	Revenu H	Écart
Santé	52 k€	72 k€		-28%
Services aux entreprises	41 k€	58 k€		-29%
Commerce	28 k€	41 k€		-32%
BTP	35 k€	49 k€		-29%

Source : URSSAF Caisse nationale, Recueil statistique sexué 2025 (sur données 2023)

## Secteurs à forte croissance : potentiel de rattrapage

Sous-représentation des femmes dans les secteurs avec un fort taux de croissance des revenus entre 2013 et 2023 :

Informatique & communication

**11,9% / 26,7%**

+136% croissance secteur

Conseil, gestion, ingénierie

**27,8% / 47,2%**

+54% croissance secteur

Finance & assurance

**22,1% / 38,3%**

+42% croissance secteur

BTP (Construction)

**5,3% / 2,2%**

+38% croissance secteur

Format : Tl classiques / Auto-entrepreneurs — Source : URSSAF Caisse nationale, Recueil statistique sexué 2025 (sur données 2023)

## PASSER DES CONSTATS À L'ACTION : 6 LEVIERS POUR LIBÉRER LA CROISSANCE



Axe 1

### L'Observatoire national de la performance économique

Piloter l'entrepreneuriat féminin comme un levier de croissance

- Créer un Observatoire annuel public et indépendant pour mesurer la performance économique réelle (CA, VAB, emploi) par genre de dirigeant.
- Transformer l'entrepreneuriat féminin d'un sujet social en un pilier quantifiable de la stratégie de croissance nationale.



Axe 2

### Le "Pacte de transparence pour le financement"

Corriger les biais d'accès au financement



Axe 3

### Le "Fonds de croissance Ambition"

Soutenir le passage à l'échelle (scale-up)

- Lancer un fonds d'investissement public-privé dédié aux PME dirigées par des femmes en phase de croissance (scale-up).
- Apporter des tickets d'investissement significatifs pour combler le déficit de capital et créer les ETI de demain.



Axe 4

### Le "Pacte de la commande publique et privée"

Augmenter les opportunités commerciales



Axe 5

### Intégrer un Volet "IA" dans l'accompagnement

Maintenir la compétitivité et réduire les freins

- Créer un label d'État "IA for Work" pour que les réseaux d'accompagnement intègrent l'IA dans chaque projet.
- Conditionner les financements publics des structures d'aide à l'obtention de ce label pour assurer l'acculturation de tout l'écosystème.



Axe 6

### Le "Statut prioritaire garde d'enfants"

Créer un système propice au développement

- Instaurer un accès prioritaire national aux modes de garde (crèches) pour les créatrices et dirigeantes d'entreprise.
- Rendre ce statut valable pour les 3 premières années de l'entreprise pour sécuriser la phase de développement critique.

## LA VISION PORTÉE PAR LA CPME

### LE MESSAGE CLÉ

Piloter l'entrepreneuriat des femmes comme un levier de croissance économique — et non comme un sujet moral ou social.

#### Pourquoi c'est un impératif : 3 changements de perspective

##### 1. Passer du coût social à l'investissement stratégique

Soutenir l'entrepreneuriat féminin n'est pas une dépense, mais l'investissement le plus rentable qui soit pour l'économie française, avec un potentiel de croissance direct et massif.

##### 2. Passer du "manque de compétence" à la reconnaissance des obstacles

Le rapport prouve que la performance est là. Le véritable enjeu n'est pas de former les femmes à entreprendre, mais de réformer un écosystème qui freine leur accès au capital et aux marchés de masse.

##### 3. Passer du sujet de niche au pilier de notre souveraineté économique

Activer pleinement ce levier de croissance est une question de compétitivité nationale. C'est renforcer notre tissu de PME, dynamiser nos territoires et assurer notre résilience économique pour l'avenir.

#### L'enjeu n'est plus d'interroger la nécessité d'agir, mais d'organiser l'accélération.

"Libérer le potentiel de l'entrepreneuriat féminin n'est pas une option, c'est un impératif économique."

— Amir Reza-Tofiqhi, Président CPME

→ La CPME invite l'ensemble de l'écosystème à s'emparer de ce plan d'action.



[Accéder au rapport complet](#)

#### Source et méthodologie

##### NOTRE MÉTHODOLOGIE : UNE DOUBLE APPROCHE INÉDITE

###### 1. Analyse d'un panel exclusif de 200 000 sociétés

Pour quantifier précisément l'impact économique (CA, emploi, marge), au-delà des statistiques publiques.

###### 2. Une définition transparente de "l'entreprise dirigée par une femme"

Est comptabilisée toute entreprise où au moins une femme occupe une fonction de dirigeante principale (Présidente, DG, etc.). Cette approche mesure l'influence économique réelle et inclut donc les gouvernances mixtes, un point assumé par l'étude pour garantir la transparence.

###### 3. Extrapolation et croisement avec les données nationales

Pour assurer la fiabilité des ordres de grandeur en les confrontant aux données de l'INSEE et de l'URSSAF.

##### NOS SOURCES : UN CROISEMENT DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

###### Données Institutionnelles Françaises :

Banque de France, INSEE, URSSAF, FBF, Bpifrance... Pour ancrer l'analyse dans la réalité économique et sociale du pays.

###### Études & Benchmarks Internationaux :

BCG / SISTA, Frontier Economics, OCDE, Banque de France... Pour comparer l'écosystème français et s'appuyer sur des analyses de référence mondiales.